

Interview d'Isabel Llaquet

Isabel Llaquet, dirigeante du PCE(r) fut arrêté avec six autres militants espagnols le 9 novembre 2000 à Paris, cette affaire juridico-politique plus connu comme celle des « Sept de Paris ».

Cette interview a été réalisée le 24 décembre 2007 par le Comité pour un Secours Rouge International (Espagne)

Es-tu surprise d'être sortie de prison?

Très, mais pas seulement moi sinon presque tout le monde. Nous sommes tellement habitués à être condamné sans aucune preuve et à subir tant d'années de prison du fait d'être communiste, que tu as du mal à le croire. Surtout maintenant, après notre illégalisation et avec la loi des partis, ils ont décidé, par décret, bien qu'ils ne l'ont pas prouvé, que le PCE(r) et les GRAPO sont la même chose. La surprise est très grande.

Tant de montages, de jugements en France, en Italie et en Espagne vous sont tombés dessus tout d'un coup...

Oui bien sur, ils n'ont obtenu aucune preuve de rien parce qu'elles n'existent pas. Ils continuent depuis 30 ans de les chercher et ils continuent jusqu'à ce jour.

Il y a une anecdote qui s'est passé en France après le résultat de ta première sentence, le Président du Tribunal se trouvait dans la file d'attente du supermarché avec ton avocate française et elle lui avait demandé comment est il possible qu'il avait pu te condamné, parce qu'il n'y avait pas de preuves et que ton nom avait à peine été mentionné durant le jugement , le magistrat lui avait répondu que c'est ce que lui avait indiqué la « guardia civil » c'est vrai?

Oui, et ce qui surprend de prime abord c'est la fameuse indépendance juridique, non seulement des juges vis à vis du gouvernement mais, du fait que les juges français sont de véritables marionnettes qui font absolument tout ce que leur dit de faire la police d'autres pays. Il est clair que l'on ne te condamne pas pour tes papiers mais par des pressions politiques que ne sont pas écrites. En plus, ils se sont tellement focalisés sur Manuel qui ils ont oublié le reste, surtout des femmes. Ils ne nous ont même pas posé de questions. On dirait qu'ils pensaient que nous n'avions rien à dire.

Mais après la peine fut collective, tous de la même forme, la maximum prévu en France: 10 ans. Qui la dictée? Et bien clairement: la guardia civil. En plus il faut être bête pour l'admettre en public. Même l'avocate française été scandalisé.

Mais ce ne fut pas tout. Un fonctionnaire de l'ambassade espagnole à Paris interrompu le procès durant une de ses session pour se réunir de manière privé avec le Président du Tribunal. Non seulement les avocats de la défense l'ont fait constaté sur des actes, mais la propre fiscale s'est surprise. Après nous avons su que cet « ambassadeur » était colonel de la guardia civil qui coordonné la répression en France. A partir de ce moment le procès changea de radicalement.

Comment expliques-tu que tu es passée de réfugiée politique à être considérée comme un malfaiteur en France?

Et bien, j'étais réfugiée politique en Belgique, mais j'allais régulièrement en France. Tout ceci s'explique avec la fameuse « transition » et le fait que les différents gouvernements européens aient apprécié le fait que l'Espagne ait retapé l'aspect extérieur de son régime politique.

Pourquoi?

Parce que le fait qu'il y ait des exilés politiques dans son pays était pour eux un problème interne, surtout quand il s'agissait de communistes. Quand vivait Franco ils ont été obligés de nous admettre et de nous concéder l'asile. Mais une fois que les phalangistes ont caché leur chemise bleu et l'ont mis à la lessive... à partir de là, même si ils savent qu'il s'agit d'un

montage, tout en sachant qu'il n'y a pas de rupture comme au Portugal ou en Grèce, ils ont affirmé du jour au lendemain que l'Espagne était passé d'un régime fasciste à une monarchie imposée par Franco, qui a toujours dit avoir tout laissé ficelé et bien ficelé.

Mais il y a des gens qui ne croient pas ces choses. Par exemple, que Josefina García Aramburu, en ayant fait sa peine dans son intégralité, continue en prison [à l'heure actuelle Fina est en liberté depuis le 12 février 2008, après avoir passé au total 24 ans de sa vie en prison – NDT] qui est ce qui ment?

Pour la plus part des gens, il est difficile de croire que Fina tout en sachant qu'elle a été jugé, condamné ayant fait sa peine en France, soit jugé pour les même choses ici en Espagne. Mais il n'y a pas qu'elle, il y a aussi tous les autres camarades qui sont dans cette même situation, qu'est l'illégalisation, qui est déjà résolu même par le Tribunal Suprême. Le Ministre de l'Intérieur considère qu'en France ils ont fait peu de temps. Il s'est passé la chose suivante: en France notre sentence fut scandaleuse car du fait qu'elle fut collective elle fut très critiquée dans les milieux juridiques français. C'est pour cela qu'ils ont fait une peine à deux étapes, dans un premier temps ils ont gradué les peines et Espagne cela leur apparu trop peu. C'est pour cela qu'ils se dépêchent de la maintenir en prison préventive, c'est à dire, la maintenir emprisonnée quatre ans de plus, qui additionné aux quatre qu'elle a passé en France feront 8 années, qui correspond à la condamnation que l'on te donne pour le fait d'être communiste.

Il me paraît curieux que tu as eu plus de solidarité de l'extérieur qu'à l'intérieur même d'Espagne, tu l'attribues à la peur?

Je ne crois pas que ce soit ça; il n'y a pas eu plus de solidarité à l'extérieur qu'ici. Ce qui se passe c'est que celle de l'extérieur est plus visible. Mais effectivement, dans celle de l'intérieur il y a de la peur et elle ne s'exprime pas ouvertement.

Mais elle existe?

Elle ne se manifeste pas ouvertement. Ici même les organisations vraiment solidaires, comme le Secours Rouge International, sont poursuivies. C'est pour cela qu'il est plus facile pour une organisation de l'extérieur de s'exprimer qu'une qui est ici, car ici on te lie immédiatement avec d'autres organisations, tu es fiché et on t'inclut comme faisant partie de celles-ci. Être solidaire d'un prisonnier politique, concrètement avec nous, suppose être poursuivis. J'ai été surprise durant cette année de prison en Espagne, bien qu'il existe tout type de filtres et de censures, on ne te donne jamais une lettre sans expéditeur... Alors tu te rends compte que beaucoup de personnes t'écrivent sans mettre d'expéditeur, mais on ne te donne pas les lettres. Ils veulent solidariser mais ils ont à juste raison peur de s'identifier. Les dernières mesures répressives sont dirigées contre ceux qui sont autour et cela provoque une pression énorme.

Mais je parlais d'organisations...

Je ne vais pas qualifier les organisations que tu sous-entends. Mais il me paraît incroyable qu'une organisation qui se déclare communiste ne soit pas solidaire avec des communistes emprisonnés. Non seulement il existe de la peur; mais il existe quelque chose de plus: si une organisation qui se déclare communiste n'est pas solidaire avec les prisonniers communistes, est ce que cela ne veut pas dire que son communisme est des plus douteux ou, c'est parce qu'ils le sont plus de paroles que dans les faits.

As-tu perçu du harcèlement, des filatures, de la vigilance ou des menaces en sortant de prison de prison?

La vigilance existe mais je me suis proposé de ne plus passer ma vie à regarder derrière moi. Le harcèlement s'exerce sur le milieu familial. Hier nous avons diné avec un groupe d'amis et de personnes de ma famille et, l'un d'entre eux s'est retrouvé avec les roues de sa voiture crevées. Après il m'a raconté que quelques jours auparavant on lui avait cassé les vitres. A part ça, les classiques appels au milieu de la nuit avec des menaces...

Alors, la clandestinité est elle forcée? Ici on ne peut rien faire librement?

La vérité c'est que l'on te pousse à ça. C'est peu intelligent de leur part. Ce qu'ils essaient de faire c'est d'empêcher la tendresse des gens quand tu sors, le soutien et la solidarité, on veut que tu te sentes seule, ce qui entre nous est un échec total, car même s'il y en beaucoup qui ne partagent pas tes idées, ils sont avec toi, même ces gens là nous soutiennent.

20 ans de clandestinité, 7 ans de prison, quelle est ta perception de la rue? Tu t'attendais à trouver les choses comme ça?

Attends que je fasse mes comptes... ça a été au total 22 ans de clandestinité et 12 en prison. Je ne m'y attendais pas car je ne pensais pas sortir. Mais oui, ça m'a fait un choque, pas comme la dernière fois. Mais il faut dire que « l'autre fois » ça été cinq ans et maintenant ça été plus d'années, que l'on doit additionner les 15 ans antérieures de clandestinités et d'exile, loin de la vie quotidienne en Espagne.

Qu'est ce qui t'as le plus surpris? L'euro? Le téléphone portable? Internet?

Tout cela n'existait pas quand on m'a arrêté. Bon, le téléphone portable et Internet n'était pas si répandus comme aujourd'hui. Les changements techniques ne me surprennent pas mais plutôt le consumérisme. C'est une dérive. Des fois durant la nuit je me souviens de la littérature ouvrière du siècle antérieur quand le patronat, surtout dans les entreprises minières, on payait les ouvriers avec des bons et ils avaient l'obligation d'acheter dans les cantines de la même entreprise. Ainsi, l'argent ne passait pas par les mains des travailleurs. Maintenant j'ai l'impression que c'est la même chose. Le salaire des ouvriers se dépose immédiatement, ou bien à la banque, pour payer les dettes et hypothèques, ou bien dans les grands centres commerciaux. Pourquoi? Parce que le capital a besoin de se reproduire et de s'agrandir constamment, en créant de nouveaux produits, la plus part superflus. Mais ils sont devenus des nécessités quotidiennes même si ils ne sont pas nécessaires, les gens ne peuvent pas s'en passer.

Maintenant les plus jeunes vendent leur force de travail de manière anticipé. Comme avant. Comme il y a des siècles auparavant, ils consomment plus que se qu'ils gagnent et les ouvriers s'endettent. Ainsi le capital soumet les ouvriers. Ils dépendent de l'entreprise à vie et ils ne peuvent pas arrêter de travailler. Si cette chaîne se casse, l'ouvrier se convertit en un despojo de la sociedad.

La mayor parte de tu condena la has pasado en celdas de castigo, ¿cómo están las cosas dentro?

No la mayor parte, no. En Francia el régimen preventivo es muy severo para todo el mundo, especialmente para los presos políticos. En España he estado todo el tiempo en aislamiento. De las cárceles que yo conocí en los ochenta ha cambiado mucho. Han afinado la política represiva, empezando por la dispersión de los presos políticos, siguiendo con las famosas clasificaciones, grados, peligrosos, etc. Dentro de la dispersión han conseguido mantener aislados a los presos políticos en módulos diferentes, que no veas a nadie, que no hables con nadie. Con los presos políticos vascos les resulta más difícil porque al ser más numerosos acaban coincidiendo en los módulos carcelarios, pero a nosotros nos mantienen uno a uno, sin coincidir nunca. En los años ochenta estábamos reunificados pero ahora han eliminado la vida, el trabajo y el estudio en común. El aislamiento es muy diferente. De todos modos, iniciaron esa política para liquidar, desmoralizar o hundir psicológicamente a los presos políticos, incluso a nivel humano, para convertirlos en fieras enjauladas o en peleles que les besen los pies. Y no lo han conseguido. La prueba es que los que han salido tras 20 años de cárcel, o más, han salido con la moral muy alta y se han reincorporado a la lucha inmediatamente.

En Bapaume has estado en una cárcel privada de Francia, ¿se diferencia mucho de las españolas?

En Francia no existen las cárceles completamente privadas como en USA, aunque la tendencia es a la privatización. Allí los nuevos penales de cumplimiento son semiprivados. La parte

correspondiente a la seguridad y vigilancia es del Estado y todo lo demás lo gestiona una empresa privada que, como tal, su objetivo es el lucro, como cualquier otra empresa capitalista. La diferencia es que allí un preso indigente lleva un vida terrible porque todo hay que comprarlo y es muy caro. Se puede comprar de todo, incluso muebles para la celda. Se puede cocinar y encargarse de fuera lo que quieras para cocinarlo. Pero pagando y la empresa que gestiona la cárcel se queda con una parte. Si ya en los talleres de las cárceles estatales, francesas o españolas, la explotación es feroz, cuando no hablamos sólo del taller sino de toda la cárcel, la cosa es tremenda. Pagan unos salarios de miseria.

Una cosa muy curiosa del departamento de mujeres de Bapaumme, donde había unas 100 presas, es el espectáculo cotidiano de la venta de la fuerza de trabajo. En una cárcel pública va todo el mundo a los talleres, y si no hay trabajo, no te llaman. Pero en las privadas las presas se colocan a las 8 de la mañana a la puerta del módulo medio dormidas, preparadas para trabajar y la encargada selecciona una por una a las que va a emplear. Es un pequeño mercado de fuerza de trabajo, como los jornaleros en Andalucía. Las que casi nunca eran seleccionadas, por ejemplo, las más mayores, se llevaban unos 40 euros al mes, con los que no podían sobrevivir. En Bapaumme hay que trabajar siempre de pie porque así se trabaja más. El problema es que con los salarios de la inmigración ya no compensa llevar trabajo a las cárceles porque fuera lo hacen por un sueldo parecido. Entonces sólo les dan trabajo en la cárcel si son muy productivas y rentables.

Nosotros conseguimos sobrevivir porque nuestro entorno solidario francés era consciente de que las cárceles privadas son más caras y nos enviaban más dinero. Aproximadamente era el doble respecto a las cárceles públicas, como Fleury-Merogis, y aún así vivíamos ajustadamente.

¿Cómo te incorporaste a la lucha antifascista?

Yo fui tomando conciencia política en la universidad, hacia 1969. Cuando me incorporé había un movimiento estudiantil bastante radical y amplio. Yo era simplemente antifascista. Después fui dándome cuenta de la diferencia entre los grupos políticos y aprendí a reconocer a los revisionistas. Me di cuenta de que sus ideales estaban lejos de los ideales comunistas y de que sólo pensaban en integrarse dentro del régimen, después de darle unos retoques para salvar su fachada. Una de las primeras cosas que me llamó la atención era su política de reconciliación nacional. Me parecía inconcebible que predicaran la reconciliación con los verdugos, con los que habían mantenido al pueblo bajo el terror durante 40 años. Conocí a la OMLE y me integré en ella. Era 1971 o así.

¿Qué recuerdos guardas de la “transición”?

Conservo dos muy netos. Uno, la cantidad de grupos que constituían lo que nosotros llamábamos el movimiento domesticado de izquierda. Eran muy radicales de palabra, hablaban continuamente de la dictadura del proletariado en las asambleas, cuando la gente, en realidad, tenían otros problemas. Luego se fueron integrando a la legalidad para desaparecer inmediatamente. Fue una cosa curiosa. Y segundo, su reacción ante los que no nos integramos, las famosas manifestaciones contra lo que ellos llamaban el “terrorismo” que en realidad eran manifestaciones contra todos aquellos que no tragamos con el cambio de fachada del régimen. Después de esas manifestaciones desaparecieron. Incluso se metieron al PSOE, que no existía cuando yo estaba en la universidad. El PSOE salió de todos esos grupos. En 1971 el PSOE estaba en Toulouse y eran los viejos que quedaban vivos después de la guerra. En las fábricas aquellos grupos de izquierda nos denunciaban. Decían que nosotros queríamos provocar un golpe de Estado para regresar a lo de antes. Antes la represión eran generalizada; también les afectaba a ellos, luego se empezaron a centrar en nosotros y ellos aplaudiendo. Pasaron de hablar de la dictadura del proletariado a aplaudir la dictadura fascista. En cuanto les dieron un puestecito, se echaron en brazos del régimen.

Tú estabas en la detención de 1977 del Comité Central del PCE(r), el mismo día que se promulgó la última amnistía...

Como fecha simbólica, fue una clara demostración de lo que nos esperaba a partir de entonces. Pero esa amnistía no fue general porque buena parte de los camaradas detenidos, incluso antes, siguieron encarcelados. Luego resulta que fueron condenados por propaganda ilegal, lo mismo que en la época de Franco. Pero todos aquellos grupitos se quedaron tan contentos porque la prensa fascista decía que habían detenido a la “plana mayor de los GRAPO”. Y cuando nos llevaron al juez resulta que inauguramos la Audiencia Nacional y, para colmo, eran los mismos jueces que habíamos conocido como Tribunal de Orden Público, los mismos de la represión franquista.

¿Cómo es la vida clandestina? Algunos se imaginan que estáis todo el día metidos en un agujero afilando los cuchillos.

Los publicistas del régimen tienen mucho interés en presentar la vida clandestina como algo extraño, para demostrar que el clandestino está desconectado de los problemas cotidianos, gente extraña, rara. La verdad es más sencilla. La clandestinidad tiene como objetivo que la policía no controle tu trabajo político. Una vez que estás fuera de su control, llevas una vida normal, como el resto de la gente. Vas a las reuniones, haces las compras, vives en una casa alquilada... Si tienes tiempo, vas al cine o a escuchar música. Cuanto mejor saber llevar la clandestinidad, mejor te mueves y más normal es tu vida. Casi igual a la de cualquier otro trabajador.

¿Te torturaron en tu paso por las comisarías?

Cuando me detuvieron en Benidorm en 1977 nos trasladaron a Alicante y de allí a Madrid a las pocas horas. Íbamos cada uno en un coche, encapuchados, con un policía a cada lado. Yo notaba que estaba lloviendo y que el que conducía era novato. Los otros policías le decían que tuviera cuidado. Pero nos la dimos, y yo iba esposada con las manos atrás todo el viaje. El coche dio una vuelta de campana y me di un golpe en la cabeza. Gracias a eso no me pegaron mucho. Me cambiaron de coche y me pusieron las esposas delante. En esa época, como ya estábamos en “democracia” sólo se podía estar tres días en comisaría. Nos llevaron a la Audiencia Nacional. Yo pasé con el juez Chaparro, el del Tribunal de Orden Público franquista, que prorrogó mi detención unos días más para volver a ponernos en manos de la policía. Era una maniobra para burlar la nuevas leyes. Ibas tan contento pensando que pasabas a la cárcel y de repente te volvías a encontrar en la Puerta del Sol, en la Dirección General de Seguridad. Vuelta a los interrogatorios. Prorrogaron la detención unos días más, en total siete. Luego legalizaron la prórroga de las detenciones y hacían lo mismo pero sin pasar por el juez. La siguiente detención fue en Barcelona el 1 de octubre de 1980. Se acababan de fugar los cinco militantes de los GRAPO de Zamora y creían que yo sabía su paradero. En esa época empezaron a utilizar algo que se puede calificar de desaparición. Al llevarte a Vía Layetana no te registraban ni te fotografiaban. No estabas detenido oficialmente. Te metían en un cuarto preparado con la barra. Te colgaban de ella boca abajo y te golpeaban en las plantas de los pies y en la cabeza. Perdí la noción del tiempo. Cuando ya no sentía nada me bajaron al suelo porque no tenía sentido seguir pegándome. Llamaron a un médico y dijo que me tenían que llevar a un hospital. Me trasladaron a una pequeña clínica de la zona del puerto, al Pere Camps. Recobré la noción y me di cuenta de que me inscribían con un nombre falso. El médico era un viejo colaborador de la policía acostumbrado a hacer ese trabajo sucio porque oí que les decía que no me siguieran golpeando en la cabeza ni en los pies. También la enfermera, que era una monja, me aconsejaba que obedeciera a la policía porque así no me pasaría nada. Son recuerdos confusos en cuanto al tiempo pero pude ver la hora: me habían detenido por la mañana y llevaba ya casi un día entero en comisaría.

Luego me volvieron a llevar a Vía Layetana, me tendieron en el suelo y empezó la sesión de puñetazos en muslos, vientre y pechos, hasta que se cansaron. Ya no podía andar. Me metieron en un coche y me llevaron a Madrid. Pero no figuraba que hubiera estado antes en Barcelona. Al llegar me estaba esperando un traumatólogo y todo un equipo médico. El traumatólogo, que se presentó como uno que trabajaba para el Real Madrid, me hizo radiografías y me escayoló un pie. Me tendieron en una colchoneta en el suelo y no me tocaron

ya más durante los nueve días restantes. Entonces ya habían aprobado la ley antiterrorista, que fijaba el plazo de detención en diez días. Yo estuve como 11 ó 12 pero los de Barcelona no contaban, así que todo era legal. Al llegar a la cárcel estaba negra como una africana en todas las partes del cuerpo donde tenía chicha. Así que el médico dio parte. Ahora lo hacen más sofisticadamente: con electrodos y otros métodos que no dejan tantas huellas. Pero entonces les daba todo igual. Hacían una campaña de que las cosas ya habían cambiado y casi nadie quería saber más.

En Francia es distinto, más psicológico. No te tocan, pero estás “sonado” porque no te dejan dormir durante los cuatro días de detención. Del Ministerio del Interior, donde te interrogan, te llevan a pequeñas comisarías cercanas que se llenan de prostitutas y pequeños delincuentes, donde pasas las noches sentada en un banco. Al lado de la policía española, el trato francés parece refinadísimo.

Hay colectivos que no entienden la represión porque a ellos sí les permiten realizar un trabajo político legal, ¿por qué?

Esa pregunta se la haces a ellos. A mí me parece evidente que a nosotros nos detienen porque representamos un peligro para el régimen, de lo contrario nos dejarían hacer nuestro trabajo. Si se han cebado con nosotros es porque el régimen no puede admitir la existencia de un verdadero partido comunista.

¿Merece la pena tanto sacrificio personal? Parece que la represión se reparte entre muy pocos y toca a más...

Sí, esa es una de las diferencias con la última época de Franco. Entonces había mucha represión pero como también había muchos trabajadores y antifascistas en lucha, es como si tocara a menos. Ahora es distinto. La represión se ha concentrado en unas pocas organizaciones. En cuanto a si merece la pena... cuando uno se incorpora a la lucha no puede tener en cuenta la represión como algo personal. Tampoco se puede medir en función de unos resultados tangibles, inmediatos. Además, la palabra sacrificio no me gusta. No te sacrificas en el sentido que la cultura judeo-cristiana habla de sacrificio. Evidentemente cuesta: no ves crecer a los hijos, tus padres se mueren y te enteras después... Eso duele, y mucho. A mí me parece inconcebible que tengas unos ideales, creas que tienes que hacer algo y por comodidad no lo hagas. Yo sería incapaz de mirarme al espejo. No concibo que pienses de una manera y actúes de otra, que no hagas lo que crees que tienes que hacer. Visto así no es un sacrificio.

¿Cómo se presenta el futuro?

Todo lo contrario de lo que dicen los publicistas burgueses. Eso de que no hay futuro no es cierto. Esa pregunta se enlaza con lo que me preguntabas al principio sobre la situación en la que se encuentra la clase obrera en general, así como otras capas sociales. Sientes que todo esto está llegando a su fin, de que es el final de un ciclo. Las cosas se van a acelerar. Se puede aguantar, pero hasta la cadena acaba rompiéndose. Y no se va romper sólo para unos pocos sino para millones. Esa conciencia que está dormida despertará. Se palpa. No puede suceder de otra manera. En el capitalismo no hay salida. Ha dado de sí todo lo que podía. Los años que nos esperan van a ser muy convulsos. Es lo que están anunciando los capitostes de las finanzas internacionales, aunque lo escondan bajo una marea de cifras y datos. La crisis que arrastran se va a agudizar y va a estallar a nivel económico, social y político. Los trabajadores no van a tener más remedio que organizarse y plantar cara.